

Les « conseils » de M. Balladur

L'Humanité, 29 juillet 1994

LE premier ministre français, Edouard Balladur, a prodigué ses conseils aux Africains, jeudi matin, à l'occasion d'un discours à la tribune du Parlement sénégalais à Dakar. Il a invité l'Afrique « à *s'insérer dans le grand courant démocratique mondial* ». La démocratie, a-t-il expliqué, « *signifie également le pluralisme et l'indépendance des pouvoirs* ».

Venant des autorités françaises qui soutiennent les pires dictatures d'Afrique, comme celle de Mobutu, et qui ont permis aux responsables du génocide rwandais de se réfugier au Zaïre, ces leçons sont malvenues. La France, a encore prétendu M. Balladur, « *est prête à apporter son aide à ses partenaires africains qui le souhaitent pour renforcer leurs institutions* ». Mais, dans le même temps, Paris refuse de reconnaître la légitimité du gouvernement rwandais, et de mettre à sa disposition les moyens de reconstruire un pays ravagé.

Le premier ministre se rendra dimanche à Goma et éventuellement dans la région du Sud-Ouest rwandais occupée par les troupes françaises. Il n'a pas été question de prendre langue à cet effet avec les autorités rwan-

daïses. En revanche, dans le contexte de la mise en place de leur opération d'« *aide logistique au retour des personnes déplacées* », les autorités américaines ont multiplié ces derniers jours leurs contacts avec les autorités de Kigali. Mercredi soir, Brian Atwood, envoyé spécial de Bill Clinton, a annoncé que le gouvernement de M. Twagiramungu avait accepté l'organisation d'un tribunal international. « *Condammons les responsables (...). Il est évident qu'ils ont commis un génocide. Un tribunal international doit les juger* », a déclaré Brian Atwood, qui a ajouté : « *Je trouve inacceptable que ces gens-là se trouvent maintenant à Goma et exhortent les réfugiés à ne pas rentrer au Rwanda, tout simplement parce qu'ils veulent regrouper leurs forces et poursuivre la guerre.* »

Les autorités britanniques vont envoyer au Rwanda 500 militaires spécialisés dans l'assistance technique à des opérations humanitaires. Le ministre britannique du Développement et de la Coopération, Lynda Chalker, a dénoncé jeudi, à Goma, les « *pressions et intimidations dans les camps des réfugiés pour les contraindre à ne pas retourner* » au Rwanda.